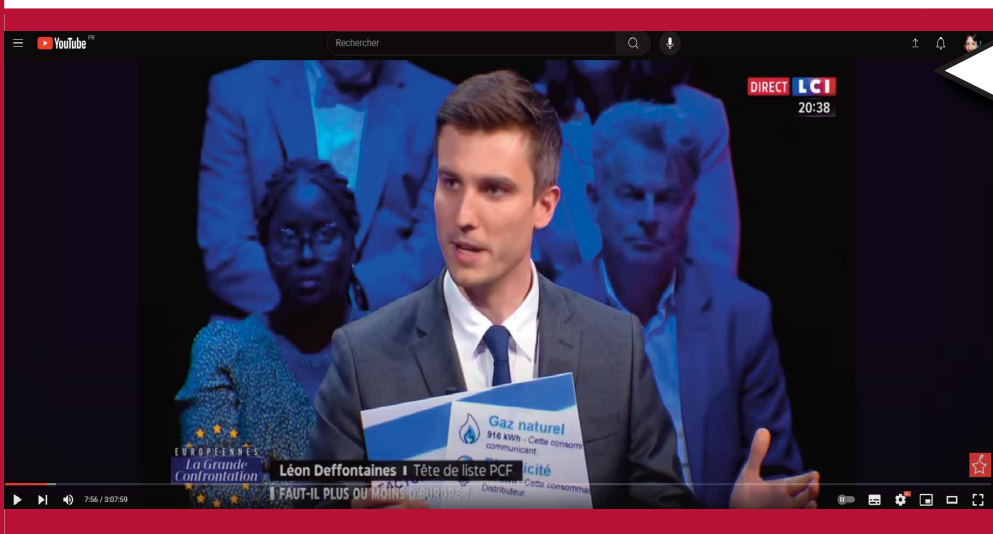


## Opération « téléphonage » (p. 4)

# COMMUNISTES

**Européennes :  
c'est maintenant  
que tout se joue ! (p. 3)**



**Vidéo**

La grande  
confrontation -  
Débat: Les  
européennes sur LCI  
avec Léon  
Deffontaines

## Double langage

**J**eudi dernier, le 16 mai, sur les marches de Matignon, sortant d'une réunion consacrée à la Nouvelle-Calédonie, Jordan Bardella estimait que le pouvoir macronien était « irresponsable d'engager le dégel du corps électoral ». Problème : l'avant-veille, le mardi 14, les 76 députés RN présents en séance de l'Assemblée nationale avaient voté comme un seul homme le projet de loi constitutionnel macronien visant à modifier le corps électoral dans l'archipel. Le double langage est une marque de fabrique du RN. ⚡

**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse: ..... €

*"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



**24 mai, à partir de 18 h 30 :** Quel plan climat pour que l'empreinte carbone de la France atteigne la neutralité en 2050 ? Avec Luc Foulquier, ingénieur-chercheur spécialiste en écotoxicologie, membre de la commission nationale Écologie-Énergie du PCF. Salle du Champ-de-Mars, Privas (07)

**24 mai, à partir de 19 h :** Rencontre publique sur les transports dans le cadre des élections européennes. Foyer municipal, Saint-Sorlin-en-Valloire (26)

**24 mai, à partir de 19 h30 :** Échange en visio « Avec les peuples, rassemblons pour la paix et la coopération ! ». Pour suivre la visio : <https://www.facebook.com/events/7734031076617394>

**25 mai, à partir de 10 h :** Fête de l'Huma Le Mans : Au programme : restauration, concerts, débats sur l'avenir de la protection de l'enfance (avec Camille Pétron, conseillère départementale de Mayenne, Véronique Sanchez, de la commission Protection sociale du PCF, des travailleuses et travailleurs du secteur), les mobilités de demain (Fabien Gâche, syndicaliste de l'automobile, Héloïse Dhalluin, conseillère régionale et cheminote, Samuel Guy conseiller départemental Les Écologistes), le pôle public du médicament (avec Laurence Cohen, ancienne sénatrice, et Christian Brice, médecin urgentiste). Entrée gratuite en journée, 5 € le soir. Maison de quartier de l'Oiselière, Le Mans (72)

**25 mai, à partir de 12 h :** Rencontre-débat avec Ian Brossat, directeur de campagne de la liste Gauche Unie conduite par Léon Deffontaines, porte-parole du PCF, et le candidat Sylvain Amrate (syndicaliste du Loiret). Organisée par les communistes du Montargois autour d'un repas convivial, réservation sur le répondeur du 02 38 98 89 72. Salle des Anciens Combattants, rue Carnot, Montargis (45)

**25 mai :** Fête de l'Huma 31, avec un meeting de Léon Deffontaines à partir de 16 h. Pechbonnieu (31)

**27 mai, à partir de 18 h :** Les amis de l'Humanité de Clermont-Ferrand et la section Duclos organisent la projection du film Béziers : L'envers du décor, avec la présence du réalisateur Daniel Kupferstein. Quand l'extrême droite est au pouvoir : quels sont ses méfaits ? Comment s'y opposer ? Cinéma le Rio, Clermont-Ferrand (63)

**29 mai, à partir de 19 h :** Réunion publique avec Frédéric Boccara et Marie-Claire Cail-

laud. Montrouge (92)

**29 mai, à partir de 19 h :** Rencontre/meeting Drôme-Ardèche sur le thème : Industrie/énergie. Avec Samia Jaber et Jean-Marc Durand, candidats sur la liste conduite par Léon Deffontaines, et Sébastien Gautheron, syndicaliste. Maison des syndicats salle A, Valence (26)

**29 mai, à partir de 19 h :** Meeting régional de Léon Deffontaines. Halle aux Toiles, Rouen (76)

**30 mai, à partir de 18 h :** Meeting départemental : Avec les luttes sociales et féministes, reprendre la main en France et en Europe, avec Anne Saouter, Hélène Bidard, Céline Piot et Aurore Artigue. Salle Louis-Barthou, Mairie, Oloron (64)

**30 mai, à partir de 18 h :** Réunion publique sur l'Europe avec Francis Wurtz. Salle Brillat Savarin, Chambéry (73)

**30 mai, à partir de 18 h30 :** Réunion publique avec Jean Marc Durand et Guillaume Dumoulin, candidats aux européennes. Foyer Ambroise-Croizat, Pierre Bénite (69)

**30 mai, à partir de 19 h :** Débat sur les questions de l'axe agriculture / agro-industrie / consommation, avec Olivier Morin, éleveur bio et secrétaire national du MODEF et candidat, Elisabeth Jutel de Mauléon, ancienne élue régionale et candidate, et Aymeric Seassau, maire-adjoint de Nantes, membre de la commission Industrie du PCF. Maison de quartier du Pont d'Ouit, Bressuire (79)

**31 mai, à partir de 19 h 30 :** Conférence écologie/économie en présence d'Amar Belal, Evelyne Ternant et Sandra Blaise, suivie d'un débat avec la salle. Faculté de droit, Épinal (88)

**1<sup>er</sup> juin :** La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

**1<sup>er</sup> juin, à partir de 16 h :** La section des Mureaux organise un goûter-débat pour les élections européennes. Parc Molière, près des barbecues, Les Mureaux (78)

**6 juin, à partir de 19 h :** Débat organisé par la section Die sur le thème de l'énergie, avec Gilles Peyreron, énergéticien, et Jean-Marc Durand, candidat de la Drôme. Salle S. Baumier, Die (26)

**Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [lmoms@pcf.fr](mailto:lmoms@pcf.fr) >**

**7 juin, à partir de 19 h :** Inauguration de la nouvelle section des Mureaux. 67 bis, rue Paul-Doumer, Les Mureaux (78)

## LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

Dans le cadre de la parution du Silomag#8 « Services publics en Europe : quel avenir ? »

**23 mai, à partir de 14h30 : visioconférence :** La transformation néolibérale du secteur des transports : bilan et alternatives, avec Juan Montero (docteur en droit, professeur de droit administratif à l'Universidad National de Educacion a Distancia de Madrid) ; Tim Engartner (professeur de sciences sociales, spécialisé dans l'éducation économique / Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, Suisse, Suède et Pays-Bas) ; Thomas Perroud (professeur en droit public à l'Université Panthéon-Assas) ; Cornelia Hildebrandt (vice-présidente de Transform ! Europe) ; Louise Gaxie (directrice de la Fondation Gabriel-Péri)

[https://us02web.zoom.us/join/register/W\\_N\\_9Js3GYdfQwWmZmQDQjk-wg#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/W_N_9Js3GYdfQwWmZmQDQjk-wg#/registration)

Séance 7 du séminaire « Les Ateliers sur l'histoire du communisme : La question autrichienne dans l'histoire du communisme

**24 mai, à partir de 15h30 : visioconférence :** Avec Lucile Dreidemy (Institut Für Zeitgeschichte, Vienne) ; Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rouen) ; Pierre-Henri Lagedamon (enseignant et doctorant à l'Université de Rouen)

[https://us02web.zoom.us/join/register/W\\_N\\_Z5D\\_LlyeRg6Mhhd\\_-\\_rA#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/W_N_Z5D_LlyeRg6Mhhd_-_rA#/registration)  
Séance 4 du cycle : Le retour de la gauche en Amérique latine

**30 mai, à partir de 8h30 : visioconférence :** Mexique : à la veille de la présidentielle, quel bilan du projet d'AMLO ?, avec Hélène Combes (directrice de recherche au CNRS) ; Isabelle Rousseau (professeure et chercheuse au Colegio de Mexico) ; Chrystel Le Moing (Fondation Gabriel-Péri)

[https://us02web.zoom.us/join/register/W\\_N\\_LVxDHHSBRgW4\\_0B53HSyhg#/registration](https://us02web.zoom.us/join/register/W_N_LVxDHHSBRgW4_0B53HSyhg#/registration)

# Européennes : c'est maintenant que tout se joue !

**L**a saison des débats est lancée. Hier se tenait le premier débat d'une série de quatre. Dans une situation politique d'une extrême gravité, au regard des crises, du poids grandissant de l'extrême droite et de la faiblesse de la gauche, Léon Deffontaines vient de montrer une nouvelle fois l'importance de notre liste.

Sans notre liste, sans notre tête de liste sur le plateau hier, qui aurait parlé de la hausse des factures, du besoin d'augmenter les salaires, de développer l'emploi et les services publics en commençant par soutenir leurs agents ? Qui aurait porté la voix de la paix en Israël-Palestine sans complaisance avec les projets intégristes ? Qui aurait fait la démonstration de l'imposture sociale du Rassemblement national ?

Notre liste est unique à gauche. C'est la liste de la paye et de la paix. La liste de gauche unie pour répondre aux intérêts du monde du travail. La liste de gauche qui veut reprendre du terrain à l'extrême droite en montrant qu'eux ne défendent en rien les travailleurs et les travailleuses du pays. La liste de gauche qui ne se noie pas dans les eaux glacées du calcul identitaire ou dans les vieilles lunes fédéralistes qui ont toujours servi le capital.

Maintenant tout reste à faire dans les 18 jours qui nous séparent du scrutin le 9 juin prochain.

Notre tête de liste va prendre pleinement sa part du combat, mais seule la mise en mouvement du plus grand nombre possible de communistes peut nous permettre d'atteindre nos objectifs. À nous de prendre notre part partout en France dans les quartiers et les entreprises. Chacune, chacun de nos 81 candidats est un atout pour être visible et nous faire entendre dans les derniers jours. Chaque responsable national ou local du Parti peut impulser une initiative de proximité.

Et surtout, chaque adhérent et adhérente peut contacter ses proches, ses amis, ses collègues de travail pour les appeler à voter pour notre liste. Notre nombre, notre présence partout dans le pays, nos actions individuelles et collectives seront décisives pour le résultat final. Portons les principaux axes de notre liste, valorisons nos candidats engagés dans des combats syndicaux et la diversité politique de notre rassemblement, rappelons qu'il n'y a qu'un seul tour et que 5 %



pour notre liste c'est 5 députés en plus pour la gauche et 5 députés de moins pour la droite et l'extrême droite.

Jetons toutes nos forces dans la bataille, car c'est maintenant que nos concitoyens vont s'intéresser à l'élection, c'est maintenant que tout se joue ! ✪

**Igor Zamichiei**



# Opération « téléphonage »

**P**articiper à une séance de « téléphonage », ce n'est pas inné. Il peut y avoir de l'appréhension à entrer en contact avec des inconnus, même s'il s'agit d'appeler des personnes qui ont pu à un moment donné signer une pétition. D'où l'importance de s'être préparé en amont, d'avoir un court argumentaire de quelques lignes pour démarrer la discussion, et une fois celle-ci installée on s'aperçoit vite qu'elle vient sur les problématiques du quotidien vécues par nos interlocuteurs.

L'introduction doit être rapide et aller droit au but. L'appel ne doit pas durer plus de quelques minutes : « Vous avez signé une pétition contre la fermeture de notre hôpital et pour un système de santé pour tous, je fais partie de l'équipe de campagne de... je suis élue... je suis candidat... », etc.

Une séance « test » nationale a été réalisée ce 3 mai par 10 camarades de l'Essonne pour l'opération « Votre vote compte double », c'est-à-dire que chacun d'entre nous doit pouvoir voter 2 fois par ce biais.

Une grande partie des camarades et des contacts du Loiret ont été appelés. Quasiment tous ont été agréablement surpris de la démarche et nous ont remerciés.

Certaines personnes n'étaient même pas au courant du scrutin du 9 juin, ou n'avaient pas la date si proche en tête, ni les modalités d'un vote à 1 seul tour. D'autres, qui avaient besoin d'une procuration ou qui pouvaient en prendre, en leur expliquant la démarche « votre vote compte double » puisque c'était le sujet principal de l'appel. Quelques-uns avaient aussi besoin qu'on les accompagne au bureau de vote le 9 juin.

Ce type de militantisme permet de mobiliser des deux côtés :

– Ceux qui appellent, qui se rendent compte de leur propre potentiel à échanger oralement au téléphone, et qui se sentent ainsi intégrés dans la campagne.

– Les appelés pour toutes les raisons évoquées ci-dessus ; et en laissant l'interlocuteur s'exprimer, de là découle la richesse de l'échange, cela permet de renouer un contact : « on ne m'a pas oublié ».

Nous avons tous dans nos sections, nos fédérations des centaines de contacts récoltés au fil du temps, lors de nos initiatives. Des



appels à voter signés, c'est un vivier important pour atteindre notre objectif minimal de 5 %.

**Alors exploitons-le ces dernières semaines, lançons-nous et reprenons la main !**

**Annick Le Poul**

membre de l'exécutif départemental de la fédération de l'Essonne du PCF  
maire adjointe Les Ulis



**Projection le 23 mai - au siège du PCF à 19h - suivie d'un débat avec la réalisatrice Mila Turajlic et l'association des amis de Paul Boccard : "LES NON-ALIGNÉS ET LES BRICS, ENJEUX, ACTUALITÉ, RÔLE DES MÉDIAS"**



**L'UNIVERSITÉ DE LA PAIX 25 MAI**

Retrouvez le programme complet et inscrivez-vous en ligne



École Jean-Jaurès  
34 Av. Jean Jaurès - 93310 Le Pré-Saint-Gervais



# Adresse aux vétérans

**E**n ces toutes dernières semaines qui nous séparent du 9 juin, nous pourrions avoir le sentiment que tout a été fait. Nous avons découvert un candidat surprenant par sa clarté, son sens de classe, sa volonté de rassembler, de viser juste et de construire durablement une autre Europe dans l'intérêt des peuples, donc dans celui de la France. Rien ne lui a échappé : Social. Paix. Écologie. Perversité de l'adversaire. Danger des engagements belliqueux. Prétendues propositions environnementales d'un autre âge...

Les communistes peuvent être fiers de ce jeune et nouveau dirigeant qui a l'étoffe d'un grand.

Nous, vétérans, pouvons et devons faire plus.

Nous bénéficions dans notre entourage d'une autorité morale et politique que très souvent notre humilité, nos tâches toujours prenantes dans le Parti nous empêchent de justement mesurer. Combien de fois m'arrive-t-il de rencontrer des jeunes qui, me voyant distribuer des tracts, acceptent de discuter avec moi et font référence à leur grand-père, grand-mère, parents... : « Eux aussi c'était des vrais, des purs et durs... ». On pourrait multiplier les exemples, tant il est vrai que notre réalité est marquée par des gens - de toutes générations - qui nous regardent avec intérêt et souvent fier, parents ou amis qu'ils sont.

Mettons à profit ces derniers jours pour aller les voir, taper à leur porte, leur téléphoner, profiter des rencontres, des retrouvailles familiales nombreuses avec les beaux jours qui reviennent. Ne craignons pas de leur dire que nous avons une demande à leur faire, celle de voter pour Léon Deffontaines ! Certains, certaines pratiquent cette démarche depuis toujours. D'autres ont parfois un peu de retenue. Mais voyons, nous avons fait des choses bien plus difficiles dans notre action militante !

Alors prenons une feuille de papier, un stylo et dressons la liste de nos proches et nos connaissances. Vous serez surpris par le nombre de celles et ceux - petits-enfants compris - qui ne pensaient pas aller voter. Ils ne savent pas qu'il n'y a qu'un tour, que c'est la proportionnelle, mais qu'il faut 5 %, pour que les communistes et leurs camarades de la large liste de la Gauche Unie conduite par Léon, reprennent la place qu'on leur a volée au Parlement européen.



Ils ne savent pas que les trois quarts de ce qui concerne la France dépendent de choix européens. Des salaires jusqu'au prix de l'électricité.

Allez-y vite, fort ! Le résultat est au bout. ✪

**Richard Sanchez**

Président de l'Amicale des Vétérans  
et de la mémoire militante du PCF



## Se libérer du dollar ? Un nouveau n° d'Économie&Politique

Se désolidariser pour se co-développer : c'est le titre de l'éditorial d'Yves Dimicoli. C'est aussi le thème de notre dossier. Nous l'abordons sous plusieurs angles : les institutions qui placent les paiements internationaux dans la dépendance du système bancaire des États-Unis, les dommages exercés par l'hégémonie du capital américain sur le reste du monde, les tentatives de dédollarisation du marché du pétrole, et surtout le projet du PCF pour une mondialisation radicalement différente, fondée sur un principe de coopération avec une monnaie commune mondiale.

Dans ce domaine, l'enjeu d'une réorientation tout aussi radicale de la construction européenne - dans les domaines stratégiques, militaires, industriels, et bien sûr monétaires - est d'une importance extrême. Il sera à l'arrière-plan de la campagne pour les prochaines élections au Parlement européen qui s'engage. Nous y consacrerons notre prochain numéro mais on trouve déjà dans Économie&Politique de nombreux matériaux pour l'action politique sur ce terrain. Signalons en particulier le rapport de conjoncture de Frédéric Boccara au Comité exécutif national du PCF.

On retrouvera également dans ce numéro nos habituelles rubriques d'actualité, et une rubrique spécialement consacrée à l'œuvre économique de Lénine et au dialogue que les révolutionnaires d'aujourd'hui entretiennent avec elle.

Abonnez-vous à Économie&Politique pour 10 € !

Abonnement d'accueil : 10 euros la première année (six numéros),  
60 euros par an ensuite. Je m'abonne  
Économie et Politique / 2 Place du Colonel Fabien

75019 PARIS / TEL. 01 40 40 13 47 [ecopoabo@economie-politique.org](mailto:ecopoabo@economie-politique.org)

# Rencontre au pays de Jaurès

À l'initiative de la fédération du Tarn du PCF, un moment de rencontre au pays de Jaurès, dans le Carmausin/Ségala à Saint-Benoît de Carmaux, avec Sigrid Gérardin et Pierre Lacaze, candidats en 2<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> position sur la liste La Gauche Unie pour le monde du travail conduite par Léon Deffontaines et soutenue par Fabien Roussel.

**S**igrid Gérardin, professeure de lycée professionnel, syndicaliste et féministe, a précisé qu'un tiers des candidat-es sont, comme elle, syndicalistes et/ou féministes, engagées et issues du monde du travail ; en ajoutant les composantes de cette liste, le PCF, la Gauche républicaine et socialiste, le Mouvement des Radicaux de gauche et le parti de L'Engagement.

Cette diversité est précieuse pour combattre les extrêmes droites, leurs projets comme leurs idées nauséabondes et stopper les politiques libérales qui nous appauvrissent, et ne servent que les politiques libérales des plus riches et des multinationales et de marteler qu'il y a une urgence démocratique à changer les choses en profondeur.

Le pouvoir d'achat, les droits des femmes et les services publics..., mais aussi et surtout les espoirs de toutes et tous seront des axes centraux de leurs actions au Parlement européen, comme l'a exprimé Pierre Lacaze.

Des échanges avec les participant-es sur les questions de la réindustrialisation dans notre pays, de la désertification médicale, de la paix ont conclu cette réunion publique au Pays de Jaurès. ✪

**Alain Rousseau**

secrétaire de la section du Carmausin/Ségala  
membre du Secrétariat départemental



# L'enjeu du logement



À l'initiative des sections locales de la côte basque du PCF 64, un débat public de haut niveau a été organisé le 3 mai à Bayonne sur le thème : « Mal Logement : quels diagnostics, quelles solutions ? »

**C**e débat a rassemblé plusieurs acteurs importants du logement sur la côte basque, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (158 communes et 300 000 habitants) ou du département des Pyrénées-Atlantiques (545 communes et 680 000 habitants). On comptait notamment : Jean-René Etchégaray, président de la CAPB et maire de Bayonne ; Lausséni Sangaré, directeur général d'Habitat Sud Atlantic, président du directoire de l'Office de l'habitat du Pays basque ; Xebax Christy, coprésident de l'association ALDA («changer», en basque) ; Denis Luthereau, de la Fondation Abbé-Pierre ; Iñaki Echaniz, député PS de la 4<sup>e</sup> circonscription du 64, et enfin Ian Brossat, sénateur PCF, président du groupe communiste parisien et ancien adjoint au logement et à l'hébergement d'urgence, auteur de *Paris n'est pas à vendre*. Ce débat était conduit par Anne Saouter, anthropologue, adjointe aux Affaires sociales à la mairie d'Oloron (64), vice-présidente à la *Communauté de communes du Haut-Béarn*, candidate sur la liste «Gauche unie pour le monde du travail», et par Nicolas Tardits, doctorant, attaché temporaire d'enseignement et de recherche, université de Paris-Nanterre.

La question du logement est cruciale. En France, 330 000 personnes sont à la rue, dont 3 000 enfants, et on note une augmentation de 7 % des demandes de logement social. La liste d'attente est longue et les délais dépassent parfois les limites du raisonnable. Plus de 2,6 millions de personnes attendent un logement social. Dans les régions touristiques comme les nôtres, il devient de plus en plus difficile pour les habitants, les jeunes travailleurs en particulier, de trouver à se loger, en raison de la transformation de logements en meublés touristiques aux loyers démesurément plus élevés pendant les saisons. C'est sans doute en partie pour cela que le public avait répondu présent nombreux à ce débat, avec plus de cent-vingt participantes et participants.

Mais, alors que 70 % des Français sont normalement éligibles au logement social, l'offre est largement insuffisante et est loin d'atteindre les objectifs fixés par la loi SRU (Loi Gayssot) depuis plus de 20 ans. 2023, dans les communes entrant dans son champ d'ap-

plication, 54 % sont déficitaires et n'atteignent pas les taux de 20 % ou de 25 % en zone tendue. L'État se désengage, avec une nette accélération ces dernières années avec les gouvernements Macron : désengagement financier dès le premier quinquennat, de la TVA sur la construction de logements sociaux (passée de 5,5 % à 10 %), réduction du loyer de solidarité. Rien qu'entre 2018 et 2020, la Cohésion des territoires a perdu plus de 4 milliards d'euros.

Ce 3 mai, le gouvernement a présenté son projet de loi pour « développer l'offre de logements abordables ». Le texte, examiné à partir de juin au Sénat, prévoit de « simplifier » des édures administratives, d'« assouplir » la loi SRU, et d'apporter de « nouveaux outils » aux maires. Cinq principales associations de locataires HLM ont fortement critiqué « un projet de loi qui fait la chasse aux pauvres » : les communes en retard sur les objectifs de logements sociaux pourront combler une partie de leur retard avec des programmes de logements intermédiaires. Or, ce n'est pas en substituant le logement intermédiaire au logement social qu'on va résoudre le problème... Pour la première fois, la CAPB a partagé le travail de diagnostic fait pendant deux ans avec les associations et un document-cadre fixe les objectifs de logement pour les six prochaines années sur la côte. Mais le logement est à la fois un combat et un marché, voire une rente. En France, 50 % du parc locatif est détenu par 4 % des propriétaires, et sur la Côte basque il existe 40 000 résidences secondaires et 10 000 logements ont été transformés en meublés de tourisme. Dans notre département, il manque au moins un million d'euros pour l'habitat populaire permanent : tout est menacé par l'obsession de la rente, même les fermes et les terres agricoles.

En conclusion de ce débat très riche - impossible à synthétiser en quelques lignes -, complété par de judicieuses interventions de la salle, Ian Brossat rappela que seules la résistance à ces dérives financières et la lutte la plus rassemblée possible ont permis et permettront d'engager une véritable solution à ce très lourd problème du logement populaire. ✪

(Extraits du compte-rendu de **Jean-Jacques Le Masson** pour *Les Nouvelles des Pyrénées-Atlantiques*).



## Mal Logement

Quels diagnostics ?  
Quelles solutions ?

### Débat public

**vendredi 3 mai à 19H**  
Lauga - Salle du bar  
25 Av. Paul Pras - Bayonne

Avec

**Ian BROSSAT**, Sénateur PCF - Pdt Groupe communiste Paris,  
**Jean René ETCHEGARAY**, Pdt CAPB - Maire de Bayonne,  
**Iñaki ECHANIZ**, Député PS des Pyrénées-Atlantiques,  
**Lausséni SANGARÉ**, Directeur de HSA,  
**Xebax CHRISTY**, Responsable de ALDA.  
Et un responsable de la **Fondation Abbé Pierre**.

Entrée libre  
gratuite & sans inscription

Rapport de SOS homophobie :

# L'extrême droite, premier ennemi des personnes LGBTI

**Chaque année, "on tire la sonnette d'alarme", on alerte, on s'émeut... Au gré des lubies des conservateurs, de nouvelles victimes, de nouveaux chiffres et de nouveaux chemins à la haine sont dévoilés. Dans l'incendie réactionnaire qu'entretiennent furieusement les médias dominants et les prédicateurs religieux, les personnes LGBTI sont parmi les premières lignes.**

Cette année, le rapport de SOS homophobie sort dans un contexte d'offensive anti-trans menée de front par Dora Moutot et Marguerite Sterne derrière *Transmania*, leur livre antiscientifique, torchon rétrograde et grossier. Une bataille idéologique signée par tout le gratin antirépublicain et conservateur français, mais aussi menée par des individus isolés.

« Les cas relatifs à la radio et aux podcasts (...) représentent 16 % des cas, alors que ce média était plutôt minoritaire par rapport à la télévision et la presse. On observe également un phénomène de banalisation de la médiatisation des idées d'extrême droite, qui s'opère tous médias confondus », relève SOS homophobie.

Le ministère de l'Intérieur annonce que les atteintes envers les personnes LGBTI ont augmenté de 13 % en 2023 en France par rapport à 2022. Une augmentation considérable qui s'inscrit dans une offensive plus générale contre le progrès social et au sein de laquelle la religion fait son grand retour parmi les six contextes principaux de transmission de la haine, pour en représenter 7 %. SOS homophobie complète en précisant que la haine en ligne, dont provenaient 17 % des signalements de LGBTIphobies en 2022, en porte maintenant 23 %. Twitter, devenu X à la suite du rachat de la plateforme par Elon Musk, est le réseau social principal dans la transmission des idées LGBTI phobes : les effectifs dédiés à la modération des contenus ont massivement chuté depuis l'arrivée de Musk, les utilisateur·rices banni·es sont invité·es à revenir sur la plateforme, etc.

L'association souligne « un grand, et très inquiétant, activisme de l'extrême droite » et dénonce d'autre part le « plan sans tête du gouvernement ». Ces constats corroborent l'analyse de MJCF sur les violences entre jeunes et la nécessité, notamment, de s'attaquer au fait religieux ou de mettre des moyens dans l'éducation à la vie sexuelle et affective.

Lorsque le rapport de SOS homophobie insiste sur la « déferlante de haine »

religieuse ou le contexte préoccupant des violences au sein du modèle familial, le combat pour « refaire société » prend tout son sens.

Profitant du contexte d'élection européenne, le MJCF rappelle son soutien à la liste portée par Léon Deffontaines et insiste sur la nécessité de faire entrer des députés européens au service du progrès social au Parlement européen afin de défendre :

- La reconnaissance des droits des familles LGBTI
  - L'interdiction européenne des thérapies de conversion
  - La sanction de la Hongrie pour ses politiques discriminatoires
  - La promotion de la décriminalisation de l'homosexualité à l'échelle internationale
  - La prévention des mutilations génitales subies par les enfants intersexes
- Le MJCF revendique :
- L'augmentation des hébergements publics et centres d'accueil à destination des jeunes victimes de LGBTIphobies afin

de sécuriser leur parcours.

- Un accompagnement judiciaire pour les victimes de LGBTIphobies.
- La suspension de l'autorisation d'émettre aux chaînes télévisées ou radiophoniques qui diffusent des injures ou des incitations à la haine.
- La censure sur les réseaux sociaux de tous les propos qui véhiculent des injures ou des incitations à la haine, et la sanction systématique des auteurs de ces faits.
- L'application de l'inéligibilité des personnes condamnées par la justice pour injure ou incitation à la haine homophobe.

Le Mouvement jeunes communistes de France appelle les jeunes à se rendre massivement aux marches des fiertés pour porter l'ensemble de ces revendications. ✪

**Pierre Verquin**





Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
 COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),  
 Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,  
 Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff  
 MÈL : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
 RELECTURE : Jacqueline Lamothe  
 MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



# N'oublions pas l'Afghanistan...

Un pays dévasté, une situation économique et sociale désastreuse, un régime répressif et rétrograde au pouvoir : l'Émirat islamique d'Afghanistan dont le retour en 2021 a été rendu possible par ceux qui vingt ans plus tôt les en avaient chassés. Cette coalition internationale dirigée par les États-Unis prétendait que, d'une part, leur présence, participation active, investissements participeraient à la reconstruction et au développement du pays et que, d'autre part, la présence militaire de l'Otan, des USA et alliés garantirait le retour à la paix dans ce pays ravagé par des décennies de conflit. Il n'en fut rien ! Le développement de la culture du pavot, la production et l'exportation mondiale de l'opium, de l'héroïne et dérivés ont continué de financer les milices concurrentes dans différentes zones du pays, perpétuant ainsi les conflits ajoutant du chaos au chaos et développant les pratiques mafieuses et une corruption effrénée.

L'occupation de l'Afghanistan a coûté plus de deux mille milliards de dollars pris dans les poches des contribuables des pays membres de cette coalition au profit des grands complexes militaro-industriels impérialistes. Des centaines de milliers de personnes sont mortes sans compter le nombre considérable de mutilés, déplacé-es, d'exilé-es. En 2020, l'accord entre l'administration Trump et les Talibans scellaient à Doha le retour au pouvoir de ces derniers, le retrait des troupes, et la fin d'un gouvernement fantoche corrompu au service de leurs intérêts. L'Afghanistan compte plus de cinq millions de déplacé-es depuis 2010. Plus de 15 millions de personnes – sur une population de 38,5 millions – dépendent du PAM. La mortalité infantile est croissante. L'exclusion des filles et des femmes de l'espace public, de l'éducation, de la formation se durcit. Le mariage juvénile ainsi que le travail des enfants sont autorisés. Toute expression politique, syndicale ou associative y est interdite. Ce pays, l'un des plus pauvres du monde sous le joug de la dictature de l'Émirat islamique des Talibans, est l'exemple probant des conséquences désastreuses et dévastatrices des interventions impérialistes.

En effet, la misère, le chaos politique et économique que subit le peuple résultent des ingérences répétées des pays capitalistes du G7, l'impérialisme américain en tête, mais aussi de l'Arabie saoudite, du Pakistan et des Émirats du Golfe qui, pour préserver leurs intérêts géostratégiques et géopolitiques, ont soutenu, financé et armé les multiples oppositions islamiques à la République démocratique d'Afghanistan et

contribué activement à sa chute et à la prise du pouvoir par les Moudjahidines : l'instauration de la République Islamique d'Afghanistan en 1992.

Mais quatre années de conflits entre différentes factions islamistes ont balayé cette république et permis aux Talibans d'accéder au pouvoir en 1996 et d'instaurer le 1er Émirat islamique d'Afghanistan. Parmi les premiers actes des Talibans : l'exécution odieuse du président Najibullah. Dès leur accession au pouvoir jusqu'à leur évincement en 2001, les Talibans ont anéanti tous les acquis de la République démocratique d'Afghanistan dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation, de l'égalité des droits des femmes, et le pays est devenu le foyer de formation des forces islamistes les plus réactionnaires dont Al Qaïda. De plus, la création de Daesh dans le terreau de l'anarchie créée par l'invasion de l'Irak en 2003 par les États-Unis a des répercussions jusqu'en Afghanistan où cette organisation commet encore des attentats jusqu'à aujourd'hui.

La chute de Kaboul et le retour au pouvoir des Talibans le 15 août 2021 est catastrophique pour le peuple afghan et les hypocrites larmes de crocodile des « grandes démocraties » sur leur sort ne vont pas panser les plaies profondes. Aujourd'hui, l'Afghanistan a largement été éclipsé



dans les médias. Et pourtant, la crise économique et sociale, la misère demeurent entières : malnutrition aiguë, graves difficultés d'accès à l'eau et à l'électricité, système de santé au bord de l'effondrement. La population est privée de ses droits et libertés. L'accès à l'éducation des filles est supprimé. Les écoles primaires, secondaires puis les universités ont été interdites aux filles. À cela s'ajoutent d'autres mesures discriminatoires et vexatoires pour les femmes : interdiction de voyager sans être accompagnée par un homme, port obligatoire de la burka. L'obscurantisme religieux est bien l'ennemi absolu des droits et de l'égalité et a pour objectif de les détruire.

Les Afghan-es ne cessent pas pour autant de lutter.

L'avenir appartient au peuple, quels que soient les obstacles que l'on dresse sur sa route. Notre solidarité avec le peuple afghan demeure entière. 🇦🇫

Vincent Boulet

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

Je verse: ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: ..... PRÉNOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL ..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19